

« Société Publique Locale Hydropolis »

Société Anonyme Publique Locale

au capital de 195.000 €uros

Siège social : 1 place de l'Hôtel de Ville, 06560 Valbonne

RCS Grasse 832 387 906

Mis à jour après l'Assemblée Générale Extraordinaire du ++++ –

Exemplaire certifié conforme par Le Président Directeur
Général

A +++, le ++++

Monsieur Richard SAVORNIN

PREAMBULE

Créée à l'initiative des Communes du Bar-sur-Loup et de Valbonne, la Société Publique Locale Hydropolis permet à ses Collectivités territoriales actionnaires de se fédérer autour d'un outil au service des territoires, leur offrant la faculté de :

- Conserver au niveau communal leurs politiques tarifaires et d'entretien de leur patrimoine,
- Exercer un contrôle fort de l'exécution de ces services,
- Rester flexible dans la définition d'offres de service spécifiques aux besoins de chaque Collectivité Territoriale,
- Bénéficier d'économies d'échelle, par une mutualisation de leurs moyens, pour réduire les prix à l'utilisateur,
- Augmenter leur qualité de service auprès de leurs usagers,
- Capitaliser un savoir-faire autour de la gestion de ces services,
- Piloter un mode de gestion dans une structure intercommunale qui pourra accueillir d'autres Collectivités territoriales.

La SPL Hydropolis conclut avec chacune de ses Collectivités territoriales actionnaires des contrats spécifiquement définis pour répondre au mieux à leurs besoins au moyen de contrats de délégation de service public – concession.

La SPL Hydropolis peut également effectuer des opérations ponctuelles au moyen de contrats de prestations intégrées (CPI).

Les soussignés :

- La commune de Valbonne, ayant son siège à Valbonne, 06560, 1 place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Maire, Monsieur Christophe ETORÉ, dûment habilité dans le cadre des présentes,
- La Commune de Bar sur Loup, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, représentée par son Maire, Monsieur Willy GALVAIRE, dûment habilité dans le cadre des présentes.

Ont établi ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société Publique Locale (la « **SPL** » ou la « **Société** ») qu'ils ont convenus de constituer entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'Actionnaire, en raison de l'intérêt général qu'elle représente.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Preamble | 2 |
| TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE | 6 |
| 1. Forme..... | 6 |
| 2. Objet..... | 6 |
| 3. Dénomination sociale | 7 |
| 4. Siège social | 7 |
| 5. Durée..... | 7 |
| TITRE II – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS | 8 |
| 6. Apports..... | 8 |
| 7. Capital social | 8 |
| 8. Modifications du capital social | 8 |
| 9. Libération des Actions | 9 |
| 10. Forme des actions | 9 |
| 11. Droits et obligations attachés aux actions | 9 |
| 12. Cession des actions | 10 |
| TITRE III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE..... | 12 |
| 13. composition du conseil d'administration | 12 |
| 14. Duree du mandat des administrateurs – limite d'age | 12 |
| 15. Présidence du conseil d'administration..... | 13 |
| 16. réunions – délibérations du conseil..... | 14 |
| 17. pouvoirs du conseil d'administration | 14 |
| 18. direction generale | 15 |
| 19. Directeurs généraux délégués | 16 |
| 20. Comité Stratégique..... | 16 |
| 21. signature sociale..... | 16 |
| 22. remunerations des dirigeants | 17 |
| 23. Conventions entre la société et l'un de ses administrateurs, ou ses dirigeants ou ses actionnaires..... | 17 |
| 24. Interventions financières des Collectivités Territoriales | 18 |
| TITRE IV – CONTROLE – INFORMATIONS | 19 |
| 25. Commissaires aux comptes..... | 19 |
| 26. Représentant de l'Etat - Information..... | 19 |
| 27. Modalités particulières de contrôle de la Société | 19 |
| 28. Rapport Annuel des Elus | 20 |
| 29. Droit d'information permanent | 20 |
| TITRE V – ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS DES STATUTS..... | 21 |
| 30. Dispositions communes aux Assemblées Générales | 21 |
| 31. Convocation des Assemblées Générales | 21 |
| 32. Ordre du Jour..... | 21 |
| 33. Présidence des Assemblées Générales – Bureau – Feuille de Présence – Procès-verbaux..... | 21 |
| 34. Quorum et Majorité à l'Assemblée Générale Ordinaire | 22 |
| 35. Quorum et majorité à l'Assemblée Générale Extraordinaire | 22 |
| 36. Modifications statutaires..... | 23 |
| 37. Droit de communication des actionnaires..... | 23 |
| TITRE VI – INVENTAIRES – BENEFICES - RESERVES | 24 |
| 38. Exercice social | 24 |
| 39. comptes Sociaux..... | 24 |
| 40. Bénéfices | 24 |
| TITRE VII – PERTES GRAVES ET CAS DE DISSOLUTION..... | 25 |
| 41. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social | 25 |
| 42. Dissolution - Liquidation | 25 |

| | |
|---|----|
| TITRE VIII -CONTESTATIONS | 26 |
| 43. Contestations | 26 |
| TITRE IX –DEBUT DE LA SOCIETE | 27 |
| 44. Désignation des Commissaires aux Comptes | 27 |
| 45. Jouissance de la Personnalité Morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés – Reprise des Engagements accomplis avant la signature des statuts | 27 |
| 46. Mandat de prendre des engagements pour le compte de la future société | 27 |
| ANNEXES | 29 |
| Annexe 1 : Modalités du contrôle de la société par les personnes publiques | 29 |

PROJET

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

1. FORME

Il existe entre les Collectivités Territoriales et leurs groupements propriétaires des actions ci-après dénombrées, une Société Publique Locale, régie par les dispositions du titre II du livre V de la première partie du Code général des Collectivités Territoriales (le « **CGCT** »), les dispositions du Code de commerce applicables aux Sociétés Anonymes ainsi que par les présents statuts et tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Les Collectivités Territoriales et leurs groupements seront désignés ci-après par les termes « Collectivités Territoriales » ou « Actionnaires ».

2. OBJET

La Société a pour objet :

- A titre principal, de construire, exploiter et entretenir les réseaux et installations d'eau et d'assainissement et à ce titre d'assurer notamment :
 - la recherche de gisement d'eau et la réalisation d'ouvrages de prélèvement d'eau ;
 - la production par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable ;
 - le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées et l'élimination des boues produites ;
 - les travaux de mise en conformité des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement, les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble au réseau public ;
 - le contrôle des installations d'assainissement non collectif.
 - l'entretien, la vérification, la numérotation et la mise aux normes des hydrants
- A titre accessoire, de gérer tous services publics et prestations connexes et annexes, ainsi que toutes activités d'intérêt général complémentaires à son activité principale ;
- Et généralement, d'accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social, ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

La société exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses Collectivités Territoriales actionnaires et sur leur territoire, dans le cadre de tous contrats conclus avec eux.

3. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : « Société Publique Locale Hydropolis »

La Société a pour Sigle " Hydropolis" et nom commercial : " SPL Hydropolis"

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots : « Société **Anonyme** Publique Locale » ou des initiales « **SAPL** » et de l'énonciation du montant du capital social.

4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Valbonne, 06560, 1 place de l'Hôtel de Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu au sein de la Commune de Valbonne, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

6. APPORTS

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de 195 000 € correspondant à 75 actions de numéraire, d'une valeur nominale de 2600 Euros chacune et représentant les apports en espèces composant le capital social réparti comme suit :

| Actionnaires | Nombre d'actions | % du capital social et des droits de vote de la Société |
|-------------------------|------------------|---|
| Commune de Valbonne | 66 | 88 |
| Commune de Bar-sur-Loup | 9 | 12 |
| Total | 75 | 100 |

Cette somme de 195 000 euros correspondant à la totalité des actions de numéraire souscrites, a été régulièrement déposée à la caisse des dépôts, N° de dossier 2891423 ouvert au nom de la Société en formation ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 20 juillet 2017 par les communes de Valbonne et du Bar-sur-Loup, dépositaire de fonds, lequel est annexé aux présentes.

7. CAPITAL SOCIAL

Capital social : Le capital est fixé à la somme de cent quatre-vingt-quinze mille euros (195 000 €).

Il est divisé en sept-cent cinquante (750) actions d'une même catégorie d'une valeur nominale de deux-cent soixante euros (260 €) chacune, souscrites en numéraire et intégralement libérées.

Conformément à la loi, il est détenu exclusivement par des Collectivités Territoriales

8. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, suivant décision ou autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions en vigueur.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale Extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Les actions créées sont obligatoirement attribuées à des Collectivités Territoriales ou leurs groupements.

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Elle s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Actionnaires.

Le capital peut être amorti par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens des dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés.

Lorsque des apports immobiliers sont effectués, ils sont, conformément à la réglementation en vigueur, évalués par le Commissaire aux apports, après avis de France Domaine. Ils sont constatés par acte rédigé en la forme authentique.

9. LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale.

Dans les autres cas et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la Société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité ne sera applicable que si les Actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face. L'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

En cas de défaillance d'un Actionnaire, il est fait application des dispositions de l'article L. 1612-15 du CGCT.

10. FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement : la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les Actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Pour les décisions prises en Assemblée Générale, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

12. CESSIION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

En cas d'augmentation de capital les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la liquidation de celle-ci.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Les actions ne peuvent être cédées qu'à d'autres Collectivités Territoriales ou groupement de Collectivités Territoriales.

Toute cession d'actions à un tiers non-Actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

L'Actionnaire désirant céder ses titres à un tiers en avise le Président du Conseil d'Administration en indiquant :

- Le prix proposé par le tiers cessionnaire,
- Les conditions de la cession,
- L'identité de l'acquéreur.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande formulée par l'Actionnaire cédant, le Président du Conseil d'Administration provoque la prise d'une décision du Conseil d'Administration qui se prononce, afin de statuer sur l'agrément du tiers cessionnaire à la majorité simple et dans des conditions de quorum visées aux présents Statuts.

Le Président du Conseil d'Administration doit notifier au cédant l'autorisation ou le refus du Conseil d'Administration avant l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception par le Président du Conseil d'Administration de la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par une Collectivité Territoriale Actionnaire ou par une autre Collectivité Territoriale, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue de procéder à une réduction de capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé par voie d'expertise conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus visé ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné et le cessionnaire peut réaliser la cession initialement prévue. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

L'Actionnaire cédant peut renoncer au rachat à tout moment dans le cadre du délai imparti pour sa réalisation effective et par conséquent demeurer titulaire des actions dont le projet initial de cession n'a pas été agréé.

La cession des actions doit, en outre, être autorisée par décision des organes délibérants des Collectivités Territoriales concernées.

Les mêmes règles sont applicables en cas de cession des droits préférentiels de souscription dans le cadre d'une augmentation du capital.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

13. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration qui se compose de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation temporaire prévue par la loi en cas de fusion.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à dix-sept (17) intégralement attribués aux Collectivités Territoriales.

Chaque administrateur doit détenir au moins une action de la Société.

Tout actionnaire a droit d'être représenté au sein du Conseil d'administration directement ou par le ou les représentants de l'assemblée spéciale prévue à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Actionnaires se répartissent les sièges qui leur sont globalement attribués, proportionnellement à leurs participations respectives.

Les représentants des Collectivités Territoriales actionnaires sont désignés en leur sein par l'assemblée délibérante concernée conformément aux articles L.1524-5 et R.1524-2 à R.1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Si le nombre de dix-huit membres du Conseil d'Administration, prévu à l'article L.225-17 du Code de Commerce, ne suffit pas à assurer la représentation directe des Collectivités Territoriales ayant une participation réduite au capital, celles-ci sont réunies en Assemblée Spéciale.

Conformément à l'article L. 1524-5 du CGCT, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des Actionnaires incombe à la Collectivité Territoriale ou au groupement de Collectivités Territoriales dont ils sont mandataires.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux Actionnaires membres de cette assemblée.

Lorsqu'une Collectivité Territoriale ou un groupement de Collectivités Territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société, elle ou il a le droit, à condition de ne pas être Actionnaire directement représenté au Conseil d'Administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein, par l'Assemblée délibérante de la Collectivité Territoriale ou du groupement. Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par le Conseil d'Administration.

14. DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE

Les fonctions des administrateurs représentants les Collectivités Territoriales ou leurs groupements prennent fin avec celles de l'assemblée qui les a désignés, le cas échéant prennent fin à la date fixée par l'assemblée spéciale des Collectivités Territoriales qui les ont désignés. Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes.

En outre, leur mandat prend fin s'ils perdent leur qualité d'élu ou s'ils sont relevés de leurs fonctions par la Collectivité Territoriale ou le groupement de Collectivités Territoriales qui les a désignés.

Dans ce cas, la personne publique qui les avait désignés pourvoit à leur remplacement dans les plus brefs délais.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'Administration. Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Cette limite doit être respectée au moment de la désignation des représentants. En conséquence, ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement leur nomination, elles dépassent la limite d'âge.

15. PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration doit être nommé parmi les représentants des Collectivités Territoriales ou du groupement de Collectivités Territoriales Actionnaires de la Société.

Le Conseil d'Administration peut à tout moment mettre fin à son mandat.

Le Président du Conseil d'Administration ne doit pas avoir atteint l'âge de 70 ans à la date de sa nomination. Le fait d'atteindre la limite d'âge en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office.

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées.

Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des actionnaires, et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Il garantit l'application des modalités du contrôle de la Société par les personnes publiques telles que définies dans le document annexé aux présents statuts.

Il préside les séances du Conseil et les réunions des assemblées d'actionnaires.

S'il le juge utile, le Conseil d'Administration peut nommer un ou plusieurs Vice-Présidents dont les fonctions consistent, exclusivement en l'absence du Président du Conseil d'Administration, à convoquer le Conseil d'administration et à présider les séances du Conseil d'Administration et les Assemblées Générales.

En l'absence du Président du Conseil d'Administration et des Vice-Présidents, le Conseil d'Administration désigne l'administrateur présent qui présidera la réunion.

Le Conseil d'Administration peut nommer, sur proposition de son Président, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Actionnaires.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président

16. REUNIONS – DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au minimum une fois par semestre. Il est convoqué par le Président du Conseil d'Administration à son initiative et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du Directeur général ou encore, si le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs.

Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est arrêté par le Président.

Sauf cas d'urgence, les administrateurs sont convoqués aux réunions du Conseil d'Administration par tout moyen écrit. La convocation précise la date, l'heure, le lieu et les points constituant l'ordre du jour proposé pour la réunion prévue. Elle peut indiquer la liste des personnes conviées en tant que de besoin à la réunion prévue.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix et chaque administrateur présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir, sauf pour le cas où la loi et/ou les statuts exigent une majorité qualifiée. Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil d'administration.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis par le secrétaire de la réunion désigné à cet effet et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration dans sa réunion suivante.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

17. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Il détient les pouvoirs de contrôle et de vérifications de la Société prévus à l'article L. 225-35 du Code de commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées des Collectivités Territoriales actionnaires, et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers

savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le Président ou le Directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

18. DIRECTION GENERALE

La direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du Conseil d'Administration ou en dehors d'eux, qui porte le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration statuant à la majorité simple choisit entre les deux modalités d'exercice de direction générale. Il peut à tout moment modifier son choix, sans que ce changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne de modification des statuts. Dans chaque cas, il en informe les Actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où le Président du Conseil d'Administration exerce les fonctions de Directeur Général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Lorsque la direction générale n'est pas assumée par le Président du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration nomme un Directeur Général auquel s'applique la limite d'âge fixée pour les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Les représentants des Actionnaires ne peuvent pas être désignés pour la seule fonction de Directeur Général.

La fonction de Directeur Général ne doit pas être incompatible avec l'exercice éventuel par l'intéressé de certaines fonctions publiques ou professionnelles. Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf s'il assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'Actionnaires ainsi qu'au Conseil d'Administration. Il engage la Société même par ses actes ne relevant pas de l'objet social, à moins que la Société ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Il peut être autorisé par le Conseil d'Administration à consentir les cautions, avals et garanties données par la Société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

19. DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer un ou, dans la limite de cinq, plusieurs Directeurs Généraux Délégués. La limite d'âge fixée pour les fonctions de Président du Conseil d'Administration s'applique aussi aux Directeurs Généraux Délégués.

Ils sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est hors d'état d'exercer ses fonctions, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'Administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent dans ce cas à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

20. COMITÉ STRATÉGIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 27 des présents statuts, les Actionnaires doivent exercer un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services. Pour rendre le contrôle efficient, il est notamment créé un Comité stratégique (ci-après « **le Comité Stratégique** »), dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées au sein d'un document intitulé « Modalités du contrôle de la Société par les personnes publiques » annexé aux présents statuts.

Ce Comité stratégique sera notamment en charge de :

- L'examen préalable de certaines décisions soumises au Conseil d'Administration et précisées dans le document « Modalités du contrôle de la Société par les personnes publiques » ;
- Formuler des avis et recommandations auprès du Conseil d'Administration de la Société ;
- Contrôler la bonne exécution des conventions passées par la Société avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération ou de la mission confiée à la Société ;
- Suivre les résultats des actions engagées par la Société et faire toute proposition nécessaire à leur bonne exécution ;
- et plus généralement permettre l'examen de tout dossier préparatoire à toute décision liée aux orientations importantes dans l'organisation des services confiés à la Société.

21. SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la Société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés, soit par l'une des personnes investies de la Direction Générale, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet.

Les actes décidés par le Conseil d'Administration peuvent être également signés par un mandataire spécial du Conseil d'Administration.

22. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, les représentants des Collectivités Territoriales peuvent percevoir une rémunération ou bénéficier d'avantages particuliers.

La délibération susvisée fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus, et indique la nature des fonctions qui les justifient.

La rémunération peut revêtir la forme de jetons de présence, qui sont alloués par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration répartissant ensuite librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du représentant de la Collectivité Territoriale ou du groupement des Collectivités Territoriales assurant les fonctions de Président est fixée par le Conseil d'Administration, comme celle du Directeur Général et du (ou des Directeur(s) Général (aux) Délégué(s), sous réserve de la délibération mentionné ci-dessus.

Il peut également être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats particuliers ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et sont soumises aux articles L. 225-38 à L. 225-42 du Code de commerce.

23. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES ADMINISTRATEURS, OU SES DIRIGEANTS OU SES ACTIONNAIRES

Conformément à l'article L. 225-38 du Code de commerce, toute convention intervenant directement, indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil d'Administration ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions légales.

Le membre du Conseil d'Administration intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Sont soumises à cette procédure, les prestations fournies par la Société à ses Actionnaires en dehors de toute publicité et mise en concurrence.

Cette procédure ne s'applique pas aux conventions visées à l'article L.225-39 du Code de commerce, à savoir aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des

conditions normales et aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du code de commerce.

24. INTERVENTIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Les Collectivités Territoriales peuvent, en leur qualité d'Actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 1522-5 du CGCT.

PROJET

TITRE IV – CONTROLE – INFORMATIONS

25. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions fixées aux articles L. 823-1 et suivants du Code de commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles.

26. REPRESENTANT DE L'ETAT - INFORMATION

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption, au représentant de l'Etat dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés à l'article L. 1523-2 du CGCT ainsi que les comptes annuels et des rapports du Commissaire aux Comptes.

27. MODALITES PARTICULIERES DE CONTROLE DE LA SOCIETE

Les Collectivités Territoriales doivent exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que contrats qu'elles seront amenées à conclure avec la Société soient considérées comme des prestations intégrées.

A cet effet, des dispositions spécifiques doivent être mises en place.

Elles consistent en des contrôles réels, effectifs et permanents, intervenant sur au moins trois niveaux de fonctionnement de la Société :

- les orientations stratégiques de la Société,
- la gouvernance et la vie sociale de la Société,
- les activités opérationnelles de la Société.

Le contrôle analogue sera notamment effectué par :

- Le Comité Stratégique contrôle la bonne exécution des conventions passées par la Société avec un Actionnaire, suit les résultats des actions engagées et fait toute proposition pour leur bonne exécution et, plus généralement procède à l'examen de tout dossier préparatoire à toute décision liée aux orientations importantes de la Société.
- Le Conseil d'Administration composé exclusivement de représentants des Actionnaires détermine les orientations de l'activité de la Société, en fonction des stratégies définies par les Collectivités Territoriales Actionnaires, et veille à leur mise en œuvre.
- Le contrôle exercé sur la Société est ainsi fondé, d'une part sur la détermination des orientations de l'activité de la Société par les Collectivités Territoriales Actionnaires et d'autre part sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la Société proposera.

De plus, pour chaque contrat de type concession conclu entre la Société et l'une de ses Collectivités Territoriales Actionnaire, il pourra être mis en place un Comité de Surveillance composé de représentants des élus de la Collectivité Territoriale contractante, de représentants de la SPL, et des experts et usagers désignés par la Collectivité Territoriale, chargé de suivre la bonne exécution du contrat.

Si plusieurs contrats sont confiés par une même Collectivité Territoriale Actionnaire à la Société, un seul Comité de Surveillance pourra être formé pour suivre l'exécution de ces contrats.

Afin de formaliser l'exercice de ce contrôle, il est annexé aux présents statuts un document intitulé « Modalités du contrôle de la Société par les personnes publiques », élaboré et adopté par délibération concordante de l'assemblée délibérante de chacune des personnes publiques Actionnaires.

28. RAPPORT ANNUEL DES ELUS

Les représentants des Collectivités Territoriales doivent présenter aux Collectivités Territoriales dont ils sont les mandataires, un rapport écrit, au minimum une fois par an, sur la situation de la Société conformément à l'article L. 1524-5 du CGCT.

29. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins 3 % du capital social, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, peuvent poser par écrit au Président du Conseil d'Administration des questions sur une ou plusieurs opérations de gestion de la Société.

La réponse doit être communiquée aux commissaires aux comptes. A défaut de réponse dans un délai d'un mois ou à défaut de communication d'éléments de réponses satisfaisants, ces Actionnaires peuvent demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le Comité d'entreprise peuvent également demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre les honoraires à la charge de la Société.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au Comité d'Entreprise, aux commissaires aux comptes et au Conseil d'Administration. Ce rapport doit être annexé à celui établi par les commissaires aux comptes, en vue de la prochaine Assemblée Générale et recevoir la même publicité.

Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins 3 % du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président du Conseil d'Administration sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse est communiquée au commissaire aux comptes.

En outre dans le cadre du pouvoir de contrôle chaque Actionnaire disposera d'un droit de communication et d'accès à tout l'ensemble des informations relatives à la Société et à ses opérations.

TITRE V – ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS DES STATUTS

30. DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des Actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les Actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les Collectivités Territoriales actionnaires sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'Assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

31. CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les personnes visées à l'article L. 225-103 du Code de commerce.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite par lettre simple ou recommandée adressée à chaque Actionnaire dans un délai d'au moins 15 jours avant l'Assemblée.

Ce délai est réduit à dix jours pour les Assemblées Générales réunies sur seconde convocation et pour les Assemblées prorogées.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

32. ORDRE DU JOUR

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour.

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation sous réserve des dispositions de l'article L. 225-105 du Code de commerce.

L'ordre du jour de l'Assemblée ne peut être modifié sur deuxième convocation.

33. PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES – BUREAU – FEUILLE DE PRESENCE – PROCES-VERBAUX

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou en son absence, par un membre du Conseil d'Administration désigné par ledit Conseil. A défaut l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux représentants des actionnaires présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Il est tenu pour chaque Assemblée une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

La feuille de présence doit être émargée par les administrateurs, présents et les mandataires. Elle doit être certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

34. QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne relèvent pas des compétences de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice écoulé, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé. Ce délai peut être prorogé à la demande du Conseil d'Administration par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

Elle ne délibère valablement que si les Actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Sur cette deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les Actionnaires présents, représentés, y compris les Actionnaires ayant voté par correspondance.

35. QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

La compétence des Assemblées Générales Extraordinaires est celle prévue par la loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des Actionnaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les **Actionnaires** présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.

36. MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une Collectivité Territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants ne peut intervenir sans une délibération préalable de son Assemblée délibérante approuvant la modification.

37. DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les Actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et, le cas échéant, à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

PROJET

TITRE VI – INVENTAIRES – BENEFICES - RESERVES

38. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence au 1^{er} janvier et se termine au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre de l'année 2018.

39. COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont transmis au représentant de l'Etat, accompagnés des rapports du Commissaire aux comptes, dans les quinze jours de leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

40. BENEFICES

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables conformément aux dispositions en vigueur, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux Actionnaires sous forme de dividendes.

Ce bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, notamment destinés à permettre le financement d'opérations d'intérêt général entrant dans le cadre de l'objet social, ou le distribuer aux Actionnaires à titre de dividendes.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Aucun dividende ne pourra être versé avant le remboursement total des avances qui auront été consenties par les Actionnaires.

TITRE VII – PERTES GRAVES ET CAS DE DISSOLUTION

41. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Conformément à l'article L. 225-248 du Code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve de l'article L. 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes constatées qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

42. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de Commerce et des décrets pris pour son application.

Sa dénomination sociale suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment, sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

La dissolution ne produit d'effet à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La SPL ne pourra être dissoute à l'amiable ou à la suite de la survenance de son terme sans que ne soient totalement exécutés les contrats en cours. Le ou les liquidateurs auront la charge de veiller l'exécution complète de ces contrats.

Après dissolution de la Société, il ne peut être opposé de scellés ni exigé d'autres inventaires que ceux faits en conformité des statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des Actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

TITRE VIII -CONTESTATIONS

43. CONTESTATIONS

Pour toutes contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les Actionnaires eux-mêmes, soit entre les Actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, les Actionnaires s'engagent à se rapprocher et à discuter de bonne foi en vue de trouver un accord amiable.

En l'absence d'accord à l'issue d'un délai de deux (2) mois, les différends seront portés devant les tribunaux compétents.

PROJET

TITRE IX –DEBUT DE LA SOCIETE

44. DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire : SAS ARTHAUD ET ASSOCIES AUDIT
- en qualité de Commissaire aux comptes suppléant : pas de Commissaire aux comptes suppléant

Les commissaires ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

45. JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES – REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Préalablement à la signature des statuts et conformément à l'article R. 210-6 du Code de commerce, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, figurant en Annexe 2, avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société, a été présenté aux soussignés, étant précisé que ledit acte a été tenu à la disposition des Actionnaires trois jours au moins avant la signature des présentes.

Cet état est annexé aux présents statuts et sa signature emportera reprise de ces engagements par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

46. MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA FUTURE SOCIETE

Les soussignés, membres fondateurs de la Société Hydropolis, Société Publique Locale au capital de cent-quatre-vingt-quinze mille euros (195 000 €), dont le siège social est situé 1 place de l'Hôtel de Ville 06560 Valbonne donne mandat à Monsieur Richard SAVORNIN spécialement de prendre au nom et pour le compte de la Société, entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

C'est ainsi que Monsieur Richard SAVORNIN est autorisé dans le cadre de son mandat et pour le compte de la Société, à prendre, accepter et exécuter toutes commandes de fournisseurs, procéder à tous achats nécessaires, encaisser toutes sommes, faire toutes déclarations, acquitter toutes taxes ou impôts, signer toutes pièces et en général faire le nécessaire. Les soussignés donnent également mandat à Monsieur Richard SAVORNIN pour accomplir toutes les formalités de constitution et notamment :

- Effectuer les publicités légales, dépôts de pièces et insertions ;
- Faire toutes déclarations exigées par les administrations fiscales ou autres ;
- Faire immatriculer la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- Payer les frais de constitution ;

- Recruter des personnels de la SPL
- Signer tous actes, formules, pièces, registres et procès-verbaux nécessaires, faire toutes déclarations, fournir toutes justifications utiles, élire domicile et substituer.

PROJET

ANNEXES

ANNEXE 1 : Modalités du contrôle de la société par les personnes publiques

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE

« HYDROPOLIS »

AU CAPITAL DE 195 000 €

**MODALITES DU CONTROLE DE LA SOCIETE
PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ACTIONNAIRES**

Les communes du Bar-sur-loup, Biot, Roquefort-les-pins et Valbonne (ci-après, ensemble les « **Actionnaires** ») ont adopté par délibération :

Le présent accord (l'« **Accord** »), relatif à la Société Hydropolis, Société Publique Locale (SPL), au capital social de cent quatre-vingt-quinze mille euros (195 000 €) ayant son siège social situé à Valbonne Sophia Antipolis, 06560, 1 place de l'Hôtel de Ville , immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du greffe de Grasse N° 832 387 906 (la « **Société** »), afin notamment d'aménager les règles de contrôle par les Actionnaires sur la Société de manière analogue à celui qu'ils exercent sur leur propres services, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Les Actionnaires et la Société s'engagent et se portent fort pour leurs représentants au Conseil d'Administration ou tout autre organe social de la Société et leur préposé, le cas échéant, de respecter les dispositions du présent Accord.

La Société et ses Actionnaires prendront toutes mesures pour en faire respecter les dispositions par l'ensemble des personnes concernées.

Ceci ayant été exposé il a été convenu ce qui suit :

1. OBJET

Le présent Accord détermine les règles permettant aux Actionnaires d'exercer conjointement un contrôle sur la Société qui soit analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

L'Accord a vocation à accompagner les règles légales, réglementaires et statutaires, afin de préciser les modalités dudit contrôle qui s'exerce, de manière conjointe et analogue à celui que la jurisprudence qualifie de contrôle « in house », dans l'intérêt de ses membres et des Collectivités Territoriales et groupements de Collectivités Territoriales qu'ils représentent.

Ce contrôle s'exercera notamment :

- sur les orientations stratégiques de la Société ;
- sur la gouvernance et la vie sociale de la Société ;
- sur les activités de la Société.

Le contrôle exercé par les Actionnaires s'effectuera à tous les stades de la vie sociale de la Société, tant dans le cadre de la détermination des objectifs de la Société que sur la mise en œuvre de ses décisions.

Ce contrôle s'exercera à plusieurs niveaux, et notamment dans le cadre :

- du Comité Stratégique, contrôle la bonne exécution des conventions passées par la Société avec un Actionnaire, suit les résultats des actions engagées et fait toute proposition à leur bonne exécution et, plus généralement procède à l'examen de tout dossier préparatoire à toute décision liée aux orientations importantes de la Société (cf. article 20).
- du Conseil d'Administration composé exclusivement de représentants des Collectivités Territoriales membres détermine les orientations de l'activité de la Société, en fonction des stratégies définies par les Collectivités Territoriales Actionnaires, et veille à leur mise en œuvre.

La Société, par le biais de son Directeur Général, communiquera aux Actionnaires et aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Stratégique, tous documents matérialisant l'exercice effectif de ce contrôle et plus particulièrement :

- les comptes rendus et/ou les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et du Comité Stratégique,
- le compte rendu semestriel prévu à l'article 3 a) ci-dessous,
- le rapport semestriel de la Direction Générale sur l'évaluation et l'avancement des opérations/activités de la Société.

2. DEVOIRS DES ADMINISTRATEURS

Chacun des membres du Conseil d'Administration aura connaissance des statuts de la Société, ainsi que des textes légaux et réglementaires qui régissent les Sociétés Anonymes Publiques Locales.

Dans le cadre de sa mission d'administrateur de la Société, ce dernier agira en toutes circonstances dans l'intérêt de la Société, et notamment se présentera auprès des tiers comme membre de la Société et veillera aux intérêts de la Société sur son territoire.

a) Obligation de diligence

Chaque membre du Conseil d'Administration s'engagera à faire tous ses efforts pour assister :

- à toutes les réunions du Conseil d'Administration, et plus particulièrement aux réunions relatives aux orientations de l'activité de la Société et aux perspectives financières ;
- aux réunions de tous comités créés par le Conseil d'Administration dont il serait membre.

Chaque administrateur devra présenter, au moins une fois par an, à l'Assemblée délibérante de sa Collectivité Territoriale ou de son groupement de Collectivités Territoriales un rapport écrit portant sur l'activité de la Société, sur son fonctionnement, notamment sur les modifications statutaires et sur le budget et la trésorerie de la Société.

b) Obligation de se documenter

Pour participer efficacement aux travaux et aux délibérations du Conseil d'Administration, l'administrateur se fera communiquer les documents qu'il estime utiles, tant avant qu'après ces réunions.

Les demandes à cet effet sont formulées auprès du Président du Conseil d'Administration qui est tenu de s'assurer que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

c) Obligation de confidentialité

Chaque administrateur est tenu, dans le cadre de ses fonctions, à une obligation de confidentialité.

3. CONTROLE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Directeur Général et le cas échéant le ou les Directeurs Généraux Délégués assiste(nt) de droit à la réunion du Conseil d'Administration, sans voix délibérative.

Le Directeur Général et, le cas échéant le ou les Directeurs Généraux Délégués, y rendent compte, par le biais d'un rapport, à chaque réunion, du développement/avancement de l'activité de la Société réalisé depuis la réunion précédente. Ce rapport peut être oral mais doit être retranscrit au procès-verbal de la réunion. Il est l'objet d'une discussion générale où l'intervention de chaque personne participant à la réunion du Conseil d'Administration, à titre délibératif ou consultatif.

a) Contrôle en matière d'orientations stratégiques de la Société

Le Conseil d'Administration détient les pouvoirs de contrôle et de vérifications de la Société prévus à l'article L. 225-35 du Code de commerce. En outre, les décisions suivantes ne pourront être prises par le Directeur Général, ni soumises à l'approbation de la Collectivité des Actionnaires, qu'à la condition d'avoir au préalable été approuvées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés du Conseil d'Administration :

1. Décisions relatives à la passation, conclusion, modification substantielle et/ou ayant un impact financier significatif, et résiliation de toute convention conclue par la Société pour la mise en œuvre de son objet social, à l'exclusion de toute convention ayant trait au fonctionnement courant de la Société ;
2. Décisions sur les perspectives financières de la Société et les décisions de recourir à l'emprunt au-delà de 500 000 € (cinq cent mille euros) ;
3. Décisions sur la stratégie de gestion des infrastructures et équipements ;
4. Décisions sur toutes les opérations comportant une part de risque contractuel pour la Société, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques de ses Actionnaires en matière de transport en lien avec les infrastructures et équipements et plus généralement en application de l'objet statutaire ;
5. Décisions sur les modalités courantes d'imputation des charges sur l'opération ou de détermination ou contrôle des recettes générées par l'activité ;
6. Examen et arrêté des comptes prévisionnels, comptes sociaux et rapports annuels ;
7. Information sur les opérations en cours et les Comptes Rendus Annuels aux Collectivités Locales (CRACL) sur chacune des opérations et missions confiées à la Société ;
8. Information sur la politique financière de la Société et information sur les caractéristiques des prêts contractés pour le financement des opérations et de la Société ;
9. Information sur les procédures internes.

Le Directeur Général de la Société transmet aux administrateurs un compte rendu semestriel ainsi que des ratios élaborés par la Société sur la situation de l'avancement budgétaire, de la trésorerie consolidée, du niveau global des emprunts, et de l'état d'avancement des travaux réalisés. Une copie de ce rapport est également transmise aux services des Collectivités Territoriales et groupements de Collectivités Territoriales Actionnaires.

Les administrateurs et les Actionnaires sont régulièrement informés des éléments significatifs d'actualités sur les opérations de la Société.

Chacun des administrateurs représentant les Collectivités Territoriales et leur groupement disposera des pouvoirs de contrôles identiques à ceux qu'il exerce sur ses propres services ce qui lui confère le droit d'accès, qui emporte celui de prendre copie, de l'ensemble des documents de la Société, le droit de demander à la Société de lui fournir toutes notes sur tout sujet relatif à l'activité de la Société.

b) Contrôle en matière de gouvernance et de vie sociale de la Société

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'activité de la Société l'exige sur convocation de son Président selon les règles prévues dans les statuts de la Société.

A chaque réunion, la Direction Générale de la Société est chargée de faire un point sur les opérations de la Société en cours et en projet.

Chaque semestre, la Direction Générale présente en Conseil d'Administration l'avancement et l'évaluation des opérations relevant de la Société.

Toutes les décisions du Conseil d'Administration relevant des points 1) à 3) de l'article 3 a) ci-dessus, seront obligatoirement soumises à l'examen préalable du Comité Stratégique tel que prévu à l'article 4 ci-après.

c) Contrôle en matière d'activités opérationnelles de la Société

Les Collectivités Territoriales Actionnaires exerceront un contrôle rigoureux sur chacune des opérations qu'elles auront respectivement confiées à la Société selon les dispositifs qui figureront dans chacun des contrats de prestations intégrées.

La Société constituera également une commission d'achats qui sera compétente pour donner un avis ou attribuer les marchés conclus dans le cadre des lois et règlements applicable en la matière.

Sa composition et son mode de fonctionnement seront définis dans un règlement spécifique qui sera arrêté par le Conseil d'Administration étant précisé que la commission comprendra au moins un représentant de la Collectivité Territoriale contractante

4. CONTROLE PAR LE COMITE STRATEGIQUE

Le **Comité Stratégique** sera en charge de :

- l'examen préalable, des points 1) à 3) du A de l'article 3 ci-dessus, des décisions soumises au Conseil d'Administration ;
- formuler des avis et recommandations auprès du Conseil d'Administration de la Société ;
- contrôler la bonne exécution des conventions passées par la Société avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération ou de la mission confiée à la Société ;
- suivre les résultats des actions engagées par la Société et faire toute proposition nécessaire à leur bonne exécution ;
- plus généralement permettre l'examen de tout dossier préparatoire à toute décision liée aux orientations importantes dans l'organisation du service et susceptible d'être confié à la Société.

Composition du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique est composé, des membres suivants :

- Le Représentant légal de chaque collectivité actionnaire ou par un élu désigné par l'assemblée délibérante de cette dernière ;
- Le Président du Conseil d'Administration ;
- Le Directeur Général et Directeur General délégué ;
- Chaque membre du Comité peut demander à se faire accompagner par un expert qu'il désignera, en fonction de l'ordre du jour.

Le Comité Stratégique élit parmi ses membres un Président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Comité Stratégique peut à tout moment mettre fin à son mandat.

Les fonctions des membres du Comité Stratégique prennent fin à l'expiration du mandat de l'Assemblée délibérante qui les a désignés. Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle Assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes (gestion de la société, évolution des contrats, ...).

En cas de vacance des postes réservés aux élus, pour quelque cause que ce soit (décès, inéligibilité, etc.), les Assemblées délibérantes qui les ont désignés pourvoient à leur remplacement dans les plus brefs délais.

Les élus membres du Comité Stratégique pourront se faire assister des préposés de la Société ou de toute Collectivité Territoriale ou groupement de Collectivités Territoriales Actionnaires et, le cas échéant, toute personne dont la présence est souhaitée.

Le Comité Stratégique ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions du Comité Stratégique sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents et représentés.

Tout membre du Comité Stratégique peut donner mandat à un autre membre pour le représenter aux réunions dudit Comité étant précisé que le mandat ne peut être donné qu'à un représentant de la même Collectivité Territoriale (élu au sein de la même Collectivité Territoriale) pour l'adoption des points 1) à 3) du a de l'article 3 ci-dessus et à tout membre du Comité stratégique pour l'adoption des points 4) à 9).

Les décisions relevant des points 1) à 3) de l'article 3 ci-dessus doivent être adoptées en présence d'un représentant au moins de chaque Actionnaire.

Fonctionnement du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique se réunit aussi souvent que nécessaire.

Le Comité Stratégique est convoqué par son Président.

Chacun des membres du Comité Stratégique peut également demander la réunion du Comité Stratégique sur tout ordre du jour qu'il fixe. La convocation est faite, par tout moyen écrit, par son Président sur demande dudit membre.

L'ordre du jour et la date de chaque réunion seront proposés, soit par le Comité Stratégique lui-même à l'issue de chaque réunion, soit par le représentant de la Collectivité Territoriale ou groupement de Collectivités Territoriales qui en aura demandé la convocation au Président du Comité Stratégique ou au Président du Conseil d'Administration de la Société, sans que la prochaine réunion du Comité stratégique ne puisse se tenir avant un délai de huit (8) jours suivant ladite convocation, sauf cas d'urgence justifié ou accord de l'ensemble des membres du Comité Stratégique.

Les éléments préparatoires aux réunions du Comité Stratégique devront être transmis à leurs membres cinq (5) jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence.

La voie électronique sera privilégiée dans la mesure du possible pour l'envoi des documents.

Les réunions du Comité Stratégique ont lieu soit au siège social, soit en dehors du siège social, par tous moyens. Dans l'hypothèse où les membres du Comité Stratégique participent aux débats à distance, ces moyens doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Il sera établi des procès-verbaux des réunions du Comité Stratégique qui seront signés par le Président du Comité Stratégique ou le président de séance désigné.

Ces procès-verbaux sont conservés par la Société et une copie est transmise à chaque Actionnaire.

Une feuille de présence sera tenue lors de chaque réunion.

5. CONTROLE PAR LE COMITE DE SURVEILLANCE DE CHAQUE DSP

Le **Comité de Surveillance d'une délégation de service public** (DSP) n'a qu'un rôle consultatif et sera en charge de :

- Formuler des avis et recommandations auprès du Conseil d'Administration de la Société pour faire évoluer cette DSP.
- Vérifier la bonne exécution de la DSP, et en particulier son équilibre financier,
- Plus généralement permettre l'examen de tout dossier préparatoire à toute décision liée aux orientations importantes dans la gestion de cette DSP.

La composition du **Comité de Surveillance d'une DSP** comprendra des représentants de la SPL (désignés par son Conseil d'Administration lors de l'acceptation de la DSP), des représentants de la Collectivité Territoriale et personnes qualifiées représentant les usagers, désignés par son assemblée délibérante lors du vote de cette DSP.

Certains Comités de Surveillance peuvent décider de fusionner pour se regrouper (par exemple pour une même commune).